

IV. LA DEMANDE DES ENTREPRISES

1 L'investissement : une reprise sans doute plus tardive que prévu.

La croissance de l'investissement en 1984 mettra un terme à plusieurs années de baisse. Elle sera surtout sensible dans l'industrie concurrentielle, où les chefs d'entreprise annoncent, lors de l'enquête de conjoncture sur l'investissement de juin, une hausse de 12 % en volume. Pour leur part, les comptes nationaux pour le premier trimestre indiquent que la reprise tarde un peu à se faire sentir.

1.1 Une forte hausse attendue dans l'industrie concurrentielle...

Dans l'industrie, la reprise de l'investissement rendue nécessaire par le vieillissement de l'appareil productif, dont une partie a été mis en service au début des années 70, n'intervient qu'à partir de la mi-1983. La dégradation des résultats des entreprises en 1981 et 1982 ainsi que les anticipations défavorables des industriels en 1983 ont contribué à la retarder. Ce n'est qu'en 1984 qu'une situation financière plus favorable des entreprises se conjugue à une remontée des anticipations telles qu'elles s'expriment dans les perspectives générales d'activité. Ces deux facteurs ainsi que le retard accumulé expliquent la vigueur de la reprise de l'investissement industriel attendue en 1984.

D'après les premiers résultats de l'enquête sur l'investissement de juin 1984, dont le champ est limité à l'industrie concurrentielle (industrie manufacturière, industries agro-alimentaires et raffinage du pétrole), la croissance de l'investissement atteindrait 12 % en volume en 1984 (en francs de l'année précédente), ce qui confirme les résultats de l'enquête de mars (11 %). Cette hausse proviendrait principalement du secteur public, où elle serait, d'après l'enquête, d'environ 20 % et en particulier des secteurs des biens intermédiaires. Elle s'explique en partie par des reports de dépenses d'investissement qui n'avaient pu être réalisées en 1983.

La progression de 12 % en volume annoncée est étonnante, même si elle confirme le chiffre de mars. Elle paraît encore susceptible d'être révisée à la baisse, notamment dans les secteurs des biens intermédiaires où les marges d'auto financement sont encore très basses (bien que le vieillissement de l'appareil productif y soit sans doute plus sensible que dans les autres secteurs, car c'est là que la baisse de l'investissement a été la plus forte depuis 1980). La révision en baisse attendue pour la sidérurgie (où les industriels avaient répondu en mars avant l'annonce du plan gouvernemental de restructuration) s'est bien produite, mais elle a été équilibrée par une importante révision en hausse dans le secteur des minerais et métaux non ferreux, où le chiffre annoncé en mars était déjà très élevé. L'autre modification par rapport à l'enquête de mars concerne l'automobile, où les chefs d'entreprise ayant révisé leurs projets en hausse, prévoient une croissance de l'investissement de 5 % en volume pour l'année.

Estimation de la FBCF par branche (au prix de l'année précédente)

Evolution en %

	Structure 83 en %	1983/1982	1984/1983*
GEN	21,6	- 1,4	- 6
FBCF productive des autres SQS-EI	69,4	- 4,8	5
dont : industrie	29,6	- 3,1	12
agriculture	8,1	1,4	- 3
BTP	3,6	- 9,4	- 5
Commerces-services	28,1	- 7,6	1
Logement	9,0	- 4,1	- 5
Total	100,0	- 4,0	2

* prévision

Volume de l'investissement industriel

* 30% de l'ensemble des entreprises



Il faut remarquer que la dispersion des résultats est très importante, en particulier selon la taille des entreprises. La hausse concernerait surtout les entreprises de plus de 500 salariés, où elle atteindrait 19 % en volume ; elle serait de 7 % en volume dans les entreprises de taille moyenne (100 à 500 salariés) ; en revanche il y aurait une stagnation en volume dans les entreprises de moins de 100 salariés. Les différences sont sans doute liées aux difficultés de financement, qui restent ressenties plus durement dans les petites et moyennes entreprises que dans les grandes.

D'après l'enquête de mai sur la situation de trésorerie, les résultats d'exploitation ne se sont améliorés au premier semestre que dans les entreprises de plus de 500 salariés, alors qu'ils se sont dégradés dans les autres. En outre, les industriels sont beaucoup moins nombreux en proportion qu'à l'enquête de trésorerie de décembre à répondre qu'ils reporteront des commandes d'investissement au deuxième semestre pour améliorer leurs trésoreries. Confirmant la meilleure tenue de l'investissement dans les grandes entreprises que dans les petites, l'hésitation à s'endetter davantage est le moins souvent citée comme obstacle à l'investissement dans les grandes entreprises.

1.2... mais une baisse importante dans d'autres secteurs ...

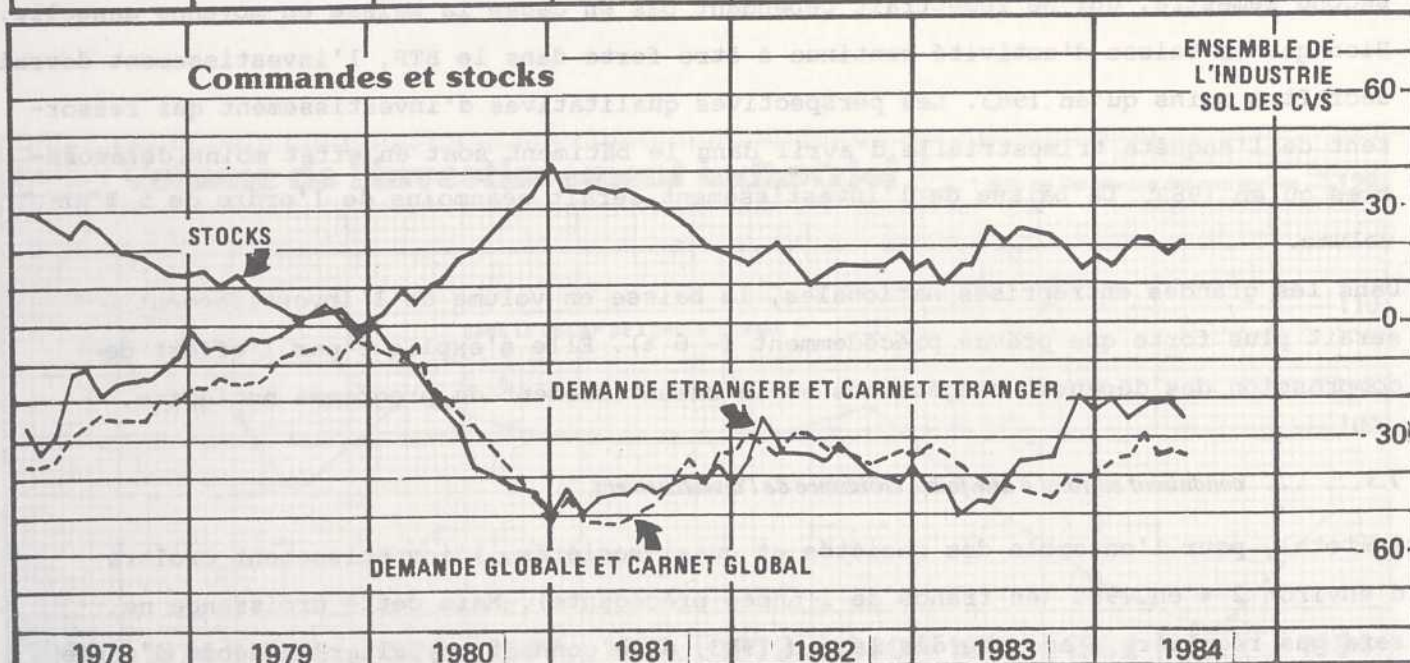
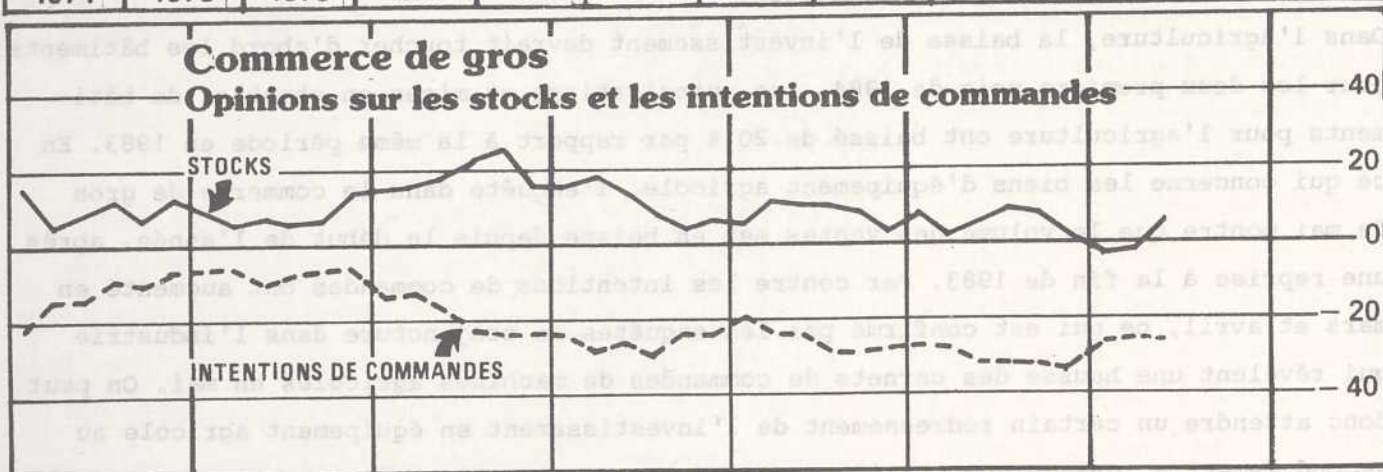
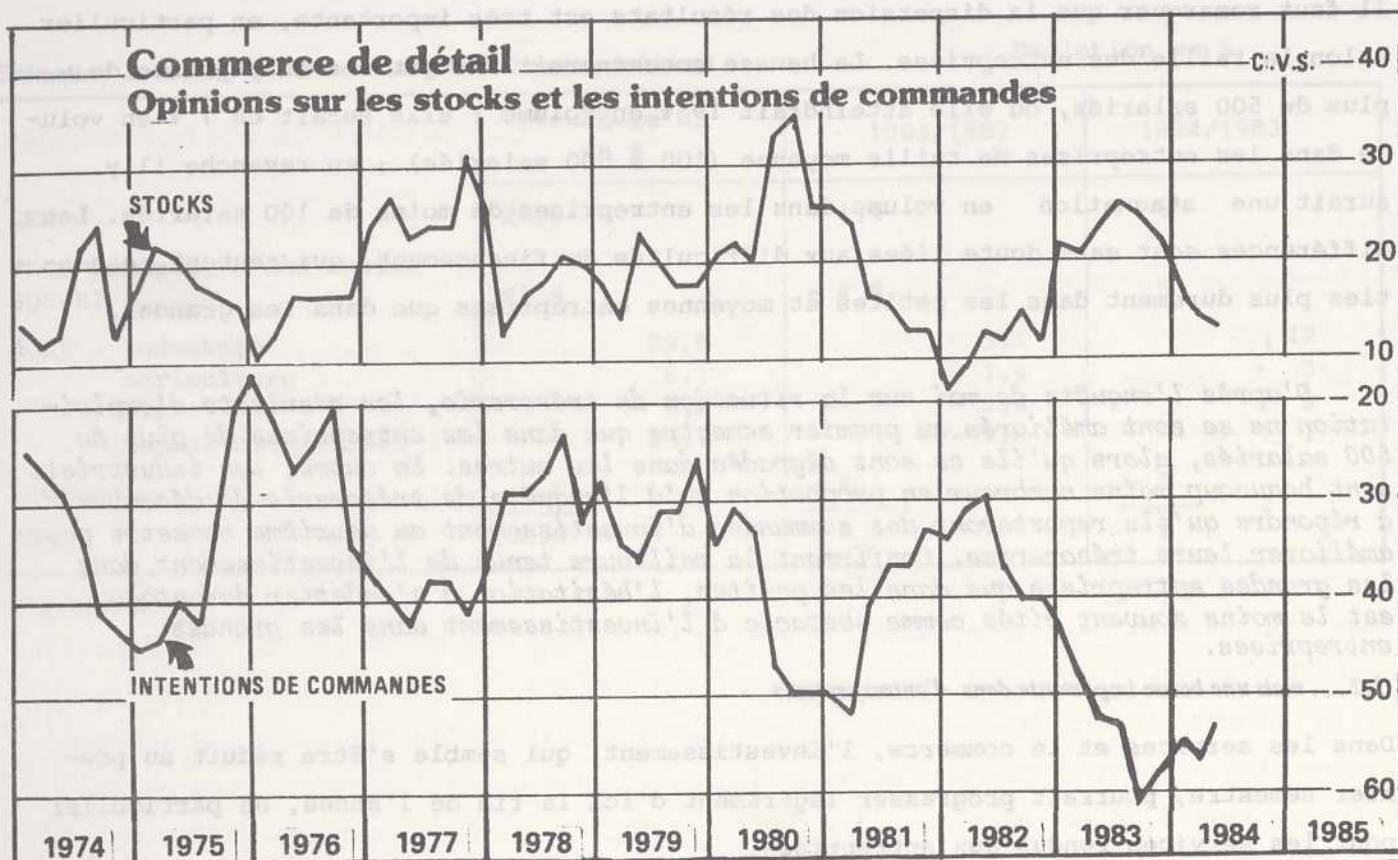
Dans les services et le commerce, l'investissement, qui semble s'être réduit au premier semestre, pourrait progresser légèrement d'ici la fin de l'année, en particulier pour les services rendus aux entreprises.

Dans l'agriculture, la baisse de l'investissement devrait toucher d'abord les bâtiments : pour les deux premiers mois de 1984, les autorisations et mises en chantier de bâtiments pour l'agriculture ont baissé de 20 % par rapport à la même période en 1983. En ce qui concerne les biens d'équipement agricole, l'enquête dans le commerce de gros de mai montre que le volume des ventes est en baisse depuis le début de l'année, après une reprise à la fin de 1983. Par contre les intentions de commandes ont augmenté en mars et avril, ce qui est confirmé par les enquêtes de conjoncture dans l'industrie qui révèlent une hausse des carnets de commandes de machines agricoles en mai. On peut donc attendre un certain redressement de l'investissement en équipement agricole au second semestre, qui ne remettrait cependant pas en cause la baisse en moyenne annuelle. Bien que la baisse d'activité continue à être forte dans le BTP, l'investissement devrait décroître moins qu'en 1983. Les perspectives qualitatives d'investissement qui ressortent de l'enquête trimestrielle d'avril dans le bâtiment sont en effet moins défavorables qu'en 1983. La baisse de l'investissement serait néanmoins de l'ordre de 5 % en volume.

Dans les grandes entreprises nationales, la baisse en volume de l'investissement serait plus forte que prévue précédemment (- 6 %). Elle s'explique par l'effort de compression des dépenses budgétaires et le ralentissement du programme nucléaire.

1.3... ... conduisent au total à une faible croissance de l'investissement.

Au total, pour l'ensemble des sociétés et quasi-sociétés, l'investissement croîtra d'environ 2 % en 1984 (en francs de l'année précédente). Mais cette croissance ne sera pas régulière ; amorcée dès la fin 1983, elle connaît un palier en début d'année



avant de reprendre à la fin du premier semestre. En effet, les grossistes indiquent un recul de leurs ventes en mars-avril après le redressement observé depuis l'automne 1983.

Les comptes nationaux trimestriels indiquent, quant à eux, une baisse de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) au premier trimestre. Elle résulte pour partie d'évolutions irrégulières des prix du commerce extérieur de biens d'équipement et d'exportations anormalement hautes de matériel aéronautique, qui réduisent les disponibilités en biens d'équipement sur le marché intérieur, à partir desquelles est estimée la FBCF. Un lissage de ces différents aléas conduirait à penser que la FBCF est en fait stable au premier trimestre.

L'enquête sur la situation de trésorerie des entreprises industrielles de mai confirme cette pause de l'investissement en début d'année : les chefs d'entreprise ne citent guère plus qu'à la précédente enquête les nouvelles dépenses d'investissement comme facteur de dégradation de trésorerie, exception faite dans le secteur de biens intermédiaires, où l'investissement serait reparti plus vite que dans les autres secteurs.

2 Les stocks de produits manufacturés : une demande peu dynamique.

Les stocks se sont légèrement accrus en fin d'année 1983 et au début de 1984. Le restockage s'est essentiellement réalisé en amont de la production : des anticipations de demande un peu plus favorable et la croissance des cours en francs des matières premières ont conduit les entreprises à accélérer leurs achats de matières premières et de demi-produits. Ce mouvement se manifeste dans les enquêtes de conjoncture aussi bien dans l'industrie où les stocks en semaines de matières premières augmentent que dans le commerce de gros où les ventes et les stocks se gonflent simultanément. On assiste à une pause au printemps, mais les intentions de commandes des grossistes comme les intentions d'achats des industriels laissent penser que les stocks de biens intermédiaires vont reprendre une croissance lente au cours des prochains mois, accompagnant ainsi l'augmentation de la production industrielle.

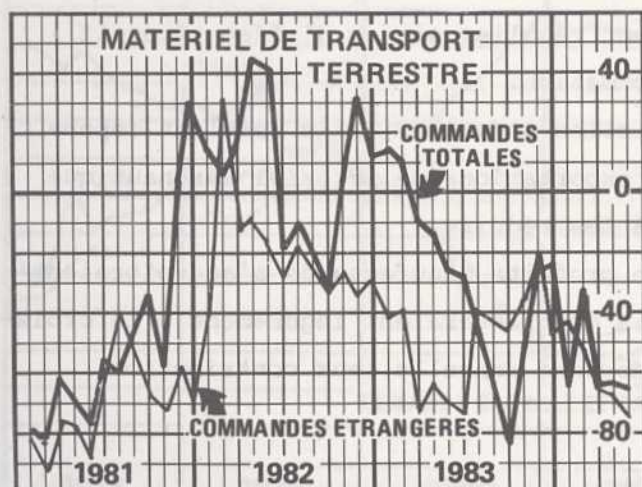
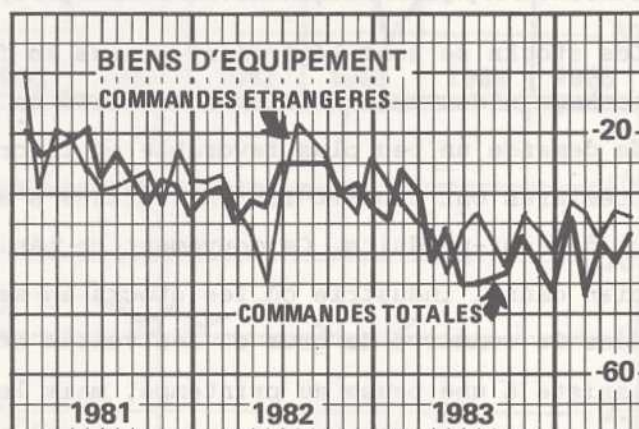
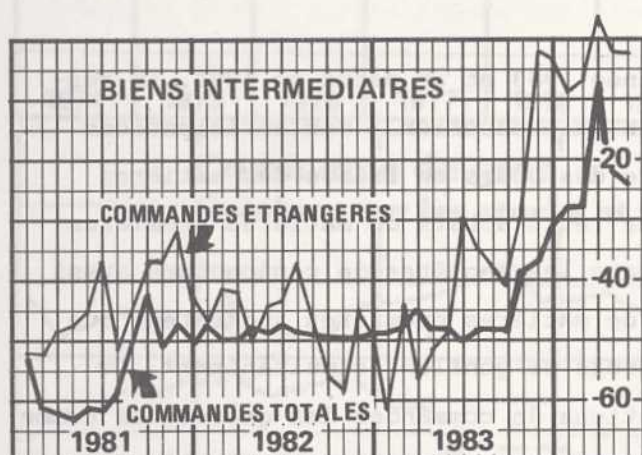
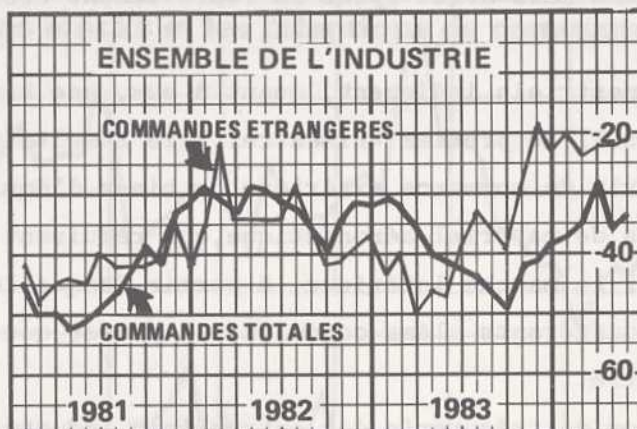
La contribution des stocks de biens de consommation courante à la croissance devrait être également positive, en dépit de la faiblesse de la demande. Les stocks sont en effet jugés légers chez tous les agents. En particulier, ils se sont considérablement réduits chez les détaillants sans que ce mouvement régulier ait eu d'effet récessif sur l'activité de l'industrie des biens de consommation.

Les stocks de biens d'équipement sont plus difficiles à évaluer ; ils semblent cependant proches de la normale. Le fort mouvement d'exportations de matériel aéronautique prévu cette année devrait cependant contribuer à les réduire.

Au total sur l'ensemble de l'année les stocks de produits manufacturés s'accroîtraient un peu moins qu'en 1983. En glissement annuel ils contribueraient légèrement à la croissance de la production manufacturière. Mais en moyenne annuelle leur contribution serait légèrement négative.

Commandes totales et étrangères

INSEE/ENQUETE
MENSUELLE INDUSTRIE
Soldes CVS



V. LA PRODUCTION, L'EMPLOI ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

1 La croissance de la production, un peu plus forte qu'en 1983...

En moyenne annuelle, la croissance du PIB (1,4 %) est un peu plus forte en 1984 qu'en 1983. Cette croissance est acquise pour l'essentiel après un fort premier trimestre (l'acquis est alors de 1,3 %). Alors que l'industrie manufacturière et les services marchands continuent de progresser sur leurs tendances de l'année précédente, et que le BTP poursuit sa forte baisse, ce sont l'agriculture et l'agro-alimentaire, et la production d'énergie qui, par rapport à leur situation de 1983, se montrent les branches les plus actives. Les contributions à la croissance les plus fortes sont celles des stocks et du commerce extérieur.

Contributions à la croissance de la valeur ajoutée en 1984 (%)

moyennes annuelles

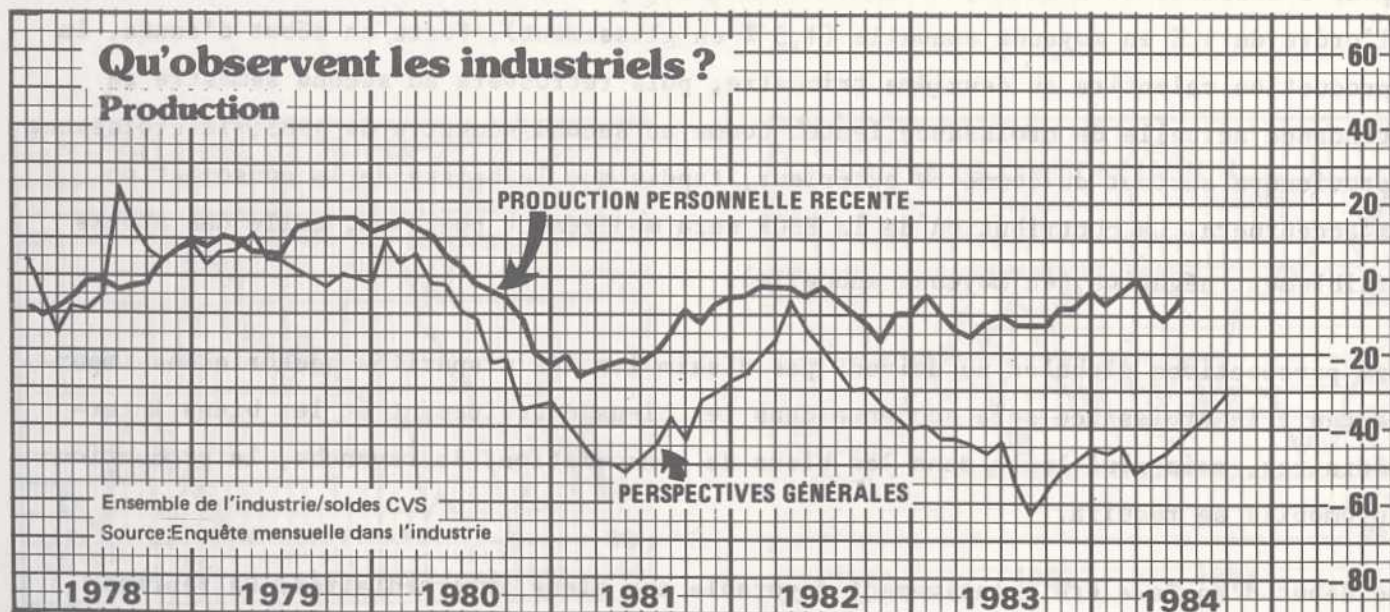
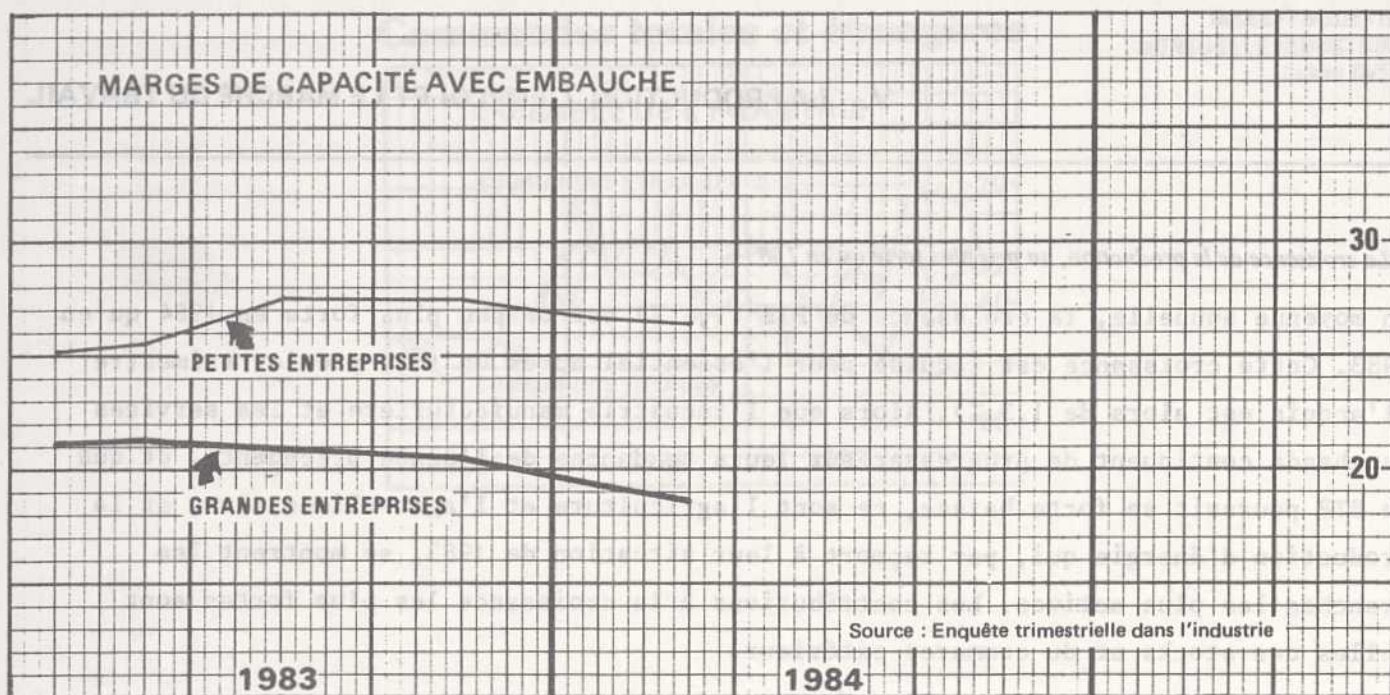
	Ensemble des biens et services	Produits manufacturés
Valeur ajoutée	1.4	1.3
Importations (-).....	- 0.9	- 2.9
Exportations	1.4	5.5
Consommation des ménages ..	0.4	- 2.6
FBCF	- 0.2	0.9
Variations de stocks	0.6	- 0.5
Autres	0.1	0.9

1.1 Lente croissance de la production dans l'industrie manufacturière.

1984 sera comme 1983 une année de croissance lente pour l'industrie manufacturière : pour l'ensemble de l'année, la croissance de la production manufacturière sera de l'ordre de 1 % en moyenne annuelle (1,5 % en glissement). Forte en début d'année, la production ralentira au deuxième trimestre, puis retrouvera au second semestre sa tendance actuelle de croissance lente. Comme au second semestre de 1983, la croissance proviendra surtout du commerce extérieur, tandis que la baisse de la consommation s'accentuera. La contribution de la FBCF sera modérément positive, celle des stocks faiblement négative (en moyenne annuelle).

Ces perspectives globales ne doivent pas dissimuler des disparités sectorielles importantes : la croissance sera soutenue dans les biens d'équipement et les biens intermédiaires, mais plus lente dans les biens de consommation. En revanche, la production automobile se réduira.

Le début d'année a été relativement favorable aux biens intermédiaires. La reprise



amorcée en 1983 qui s'était intensifiée en fin d'année s'est prolongée au premier semestre 1984. Le restockage a en effet été relayé par la demande interindustrielle. Le redressement le plus sensible est enregistré dans la chimie et le papier-carton. L'arrêt de la baisse de la production est en revanche plus récent dans la fonderie-travail des métaux. L'amélioration de la situation dans ce secteur de petites entreprises souvent sous-traitantes témoigne de la reprise des échanges interindustriels telle qu'elle apparaît également dans le commerce de gros. L'enquête dans ce secteur semble cependant indiquer une pause au deuxième trimestre, mais les intentions de commandes sont bien orientées. Pour le second semestre, l'activité devrait rester légèrement croissante en raison d'un léger restockage associé à la croissance lente de la production manufacturière dans son ensemble.

Dans les biens de consommation, l'activité est soutenue au premier semestre, les bons résultats obtenus à l'exportation ayant compensé l'affaiblissement de la demande interne. Les stocks sont maintenant jugés légers aussi bien dans l'industrie que dans le commerce et les intentions de commandes des commerçants se redressent un peu. L'activité devrait rester stable au deuxième semestre en dépit de la faiblesse de la consommation des ménages.

Le secteur des biens d'équipement a tardé à percevoir l'effet de la reprise de l'investissement aussi bien en France qu'à l'étranger. Mais cette performance médiocre résulte d'évolutions opposées, le ralentissement dans la construction aéronautique et navale ayant compensé la croissance de la construction électrique et électronique. Au second semestre, l'évolution favorable de cette dernière branche et de la construction mécanique (après plusieurs trimestres de recul de l'activité) devrait l'emporter et les biens d'équipement seraient le secteur le plus dynamique. Ils profiteraient en effet de la reprise de l'investissement en France et dans l'OCDE.

Le principal point noir de l'activité industrielle reste l'automobile où la baisse d'activité enregistrée au premier trimestre devrait se poursuivre. Les immatriculations sont en effet en forte baisse et les constructeurs français sont actuellement mal placés. Mais l'arrivée de nouveaux modèles devrait permettre de stabiliser l'activité dans le courant du second semestre à des niveaux toutefois peu élevés.

Globalement, l'activité sera donc légèrement croissante en 1984. Elle sera relativement bien orientée dans la plupart des secteurs eu égard à leur évolution de moyen terme. Aussi les réductions d'effectifs importantes envisagées dans certaines branches ne sont-elles directement liées à l'activité récente que dans le cas de la construction aéronautique et navale et de l'automobile.

Si l'on met à part ces deux secteurs en difficulté, on assiste au début 1984 à une diffusion de la croissance des entreprises exportatrices déjà dynamiques en 1983 vers les petites et moyennes entreprises en amont, comme celles de la construction méca-

nique et de la fonderie-travail des métaux. Ce phénomène apparaît dans l'évolution des marges de capacité disponibles qui varient à court terme en sens inverse de l'activité. Ainsi les marges de capacité des grandes entreprises diminuent dès la mi-1983 alors que celles des P.M.E. ne décroissent qu'à l'automne de cette même année. Ce redressement des P.M.E. n'est cependant pas général ; il se produit essentiellement dans les secteurs où la demande interne se redresse. En revanche dans les biens de consommation, où les carnets globaux restent beaucoup moins garnis que les carnets étrangers, la situation des P.M.E. est toujours défavorable.

1.2 BTP la baisse de l'activité se poursuit.

Le recul de l'activité qui est observé dans l'ensemble du secteur BTP depuis plus de deux ans semble devoir se poursuivre au cours de l'année 1984. Les enquêtes de conjoncture menées dans ce domaine au cours du mois d'avril font ressortir le pessimisme des professionnels et les diverses statistiques quantitatives actuellement disponibles sont également orientées à la baisse.

A la fin du printemps, l'ensemble des indicateurs disponibles pour le BTP témoignent donc d'une situation très dégradée. L'annulation de certains crédits d'équipement décidée en mars devrait être en partie compensée par la mise en place de la troisième tranche du Fonds Spécial de Grands Travaux ; elle sera consacrée à des économies d'énergie dans le bâtiment, à des dépenses relatives au transport ainsi qu'à des actions nouvelles dans les pôles de reconversion. Mais l'année s'annonce également difficile sur les marchés étrangers.

Selon les entrepreneurs du bâtiment interrogés à l'enquête de conjoncture d'avril, l'activité continue à être orientée à la baisse tandis que les carnets de commandes sont de plus en plus dégarnis ; ils ne représenteraient plus que 3,3 mois d'activité. Ce ralentissement est observé dans le gros oeuvre aussi bien que dans le second oeuvre et s'étend maintenant aux travaux d'entretien et d'amélioration, qui s'étaient maintenus jusque là à un niveau plus favorable.

Les statistiques quantitatives sur la construction font également état d'un important recul au premier trimestre : avec 68 700 logements commencés, la baisse est de 15 % par rapport au premier trimestre 1983 ; pour les autorisations de mise en chantier, dont on ne dénombre que 84 000, la baisse est de 12 %. Pour l'année, le nombre de logements mis en chantier devrait être de 315 000 (contre 343 000 en 1982 et 332 000 en 1983).

Cependant une certaine amélioration des ventes immobilières a été observée à la fin 1983 et semble se poursuivre au premier trimestre dans la région Ile de France. Ce regain d'activité aurait entraîné une diminution du stock de logements neufs disponibles à la vente.

Selon l'enquête trimestrielle de conjoncture, la situation reste très dégradée dans le secteur des travaux publics et, compte tenu du faible niveau des commandes, les entrepreneurs manifestent un pessimisme croissant. Les statistiques relatives aux travaux réalisés font état d'une baisse de 8 % en volume pour le premier trimestre 1984 par rapport au premier trimestre 1983 ; les résultats encore provisoires concernant les marchés conclus font apparaître une baisse de 19 % pour les mêmes périodes.

2... n'empêche pas l'accélération de la baisse de l'emploi en début d'année...

Au cours du premier trimestre 1984, les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles ont diminué de 60 000. Les évolutions poursuivent, en les aggravant, les tendances observées depuis la mi-1982. La baisse est de 40 000 dans l'industrie (hors BTP) ; elle s'accélère dans les secteurs manufacturés. Elle est de 20 000 dans le BTP. Mais le fait nouveau vient de l'arrêt des créations nettes d'emplois dans le tertiaire marchand, où la stabilité globale des effectifs salariés recouvre une baisse de ceux des commerces compensée par une légère progression dans les autres secteurs.

Dans l'industrie manufacturière les diminutions d'emplois sont générales : l'automobile (- 1,4 %), les secteurs des biens intermédiaires (- 1,1 %) et des biens de consommation (- 1 %) sont cependant les plus touchés. En revanche les effectifs sont stables dans les IAA et en baisse légère dans l'Energie. Dans le tertiaire marchand, une baisse dans les commerces (- 0,3 %) et les assurances (- 0,4 %) est compensée par une légère progression dans les transports-télécommunications (0,2 %), les banques (0,5 %) et les services (0,1 %). Au sein de ces derniers, il faut noter des évolutions contrastées : réductions d'emplois importantes dans la réparation et le commerce de l'automobile (- 0,9 %) et dans les hôtels-café-restaurants (- 1,0 %), progression soutenue dans les services rendus aux entreprises (1,2 %).

Les réductions d'effectifs observées dans l'industrie manufacturière au premier trimestre (0,9 %), et qui, selon les prévisions des industriels interrogés aux enquêtes trimestrielles de mars et de juin, devraient se poursuivre, apparaissent anormalement fortes. En effet, compte-tenu de gains de productivité tendanciels de l'ordre de 4 % par an (que l'on observe depuis le début des années 1970), le comportement habituel d'ajustement retardé de l'emploi compatible avec la tendance actuelle de croissance lente de la production manufacturière ne conduit qu'à une baisse des effectifs de 0,7 % par trimestre. Plusieurs explications partielles peuvent être avancées : l'activité est particulièrement mal orientée dans des branches où la main d'oeuvre est importante ; elle l'est aussi dans des branches où les ajustements d'effectifs sont très rapides ; enfin des ajustements nécessaires auraient été retardés en 1983 et reportés en ce début d'année, notamment dans les entreprises nationalisées.

Les considérations sectorielles ne paraissent pas suffisantes pour expliquer à elles seules le rythme plus élevé que prévu des réductions d'effectifs. Les branches où l'activité est mal orientée sont majoritaires dans l'industrie manufacturière, et y totalisent près de 60 % des emplois ; mais les difficultés des industries de main d'oeuvre sont un phénomène qui n'est pas nouveau, et est donc incorporé dans l'équation économétrique. Suivant la seconde hypothèse, on peut essayer de tenir compte des délais d'ajustement différents qui peuvent exister selon les branches : des études ont en effet montré que la rigidité de l'emploi (au sens de l'ajustement des effectifs à la production) s'accroît avec le degré de qualification de la main-d'oeuvre. Mais aucune conclusion précise ne se dégage au niveau sectoriel, puisque de fortes réductions d'effectifs sont envisagées aussi bien dans la sidérurgie où l'emploi est très rigide que dans l'automobile où il s'adapte plus vite. Enfin l'application de la relation économétrique habituelle à l'année 1983 indique qu'il y aurait, fin 1983, le maintien de faibles sureffectifs dans l'industrie manufacturière (de l'ordre de 35 000 personnes) ; des exemples précis semblent confirmer que des réductions d'effectifs ont été reportées de 1983 à 1984, mais leur ampleur reste limitée.

Evolution des effectifs salariés du secteur marchand non agricole

Glissements semestriels (2) CVS %

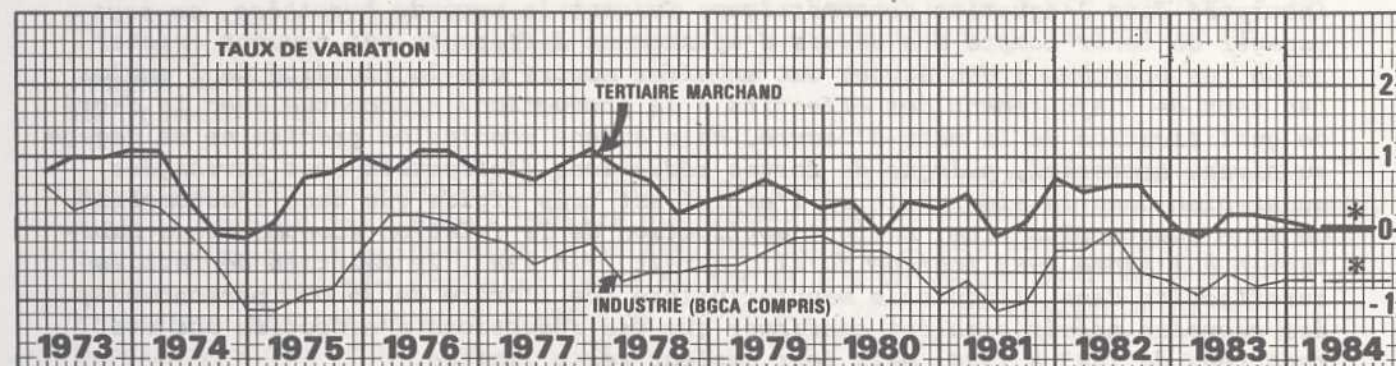
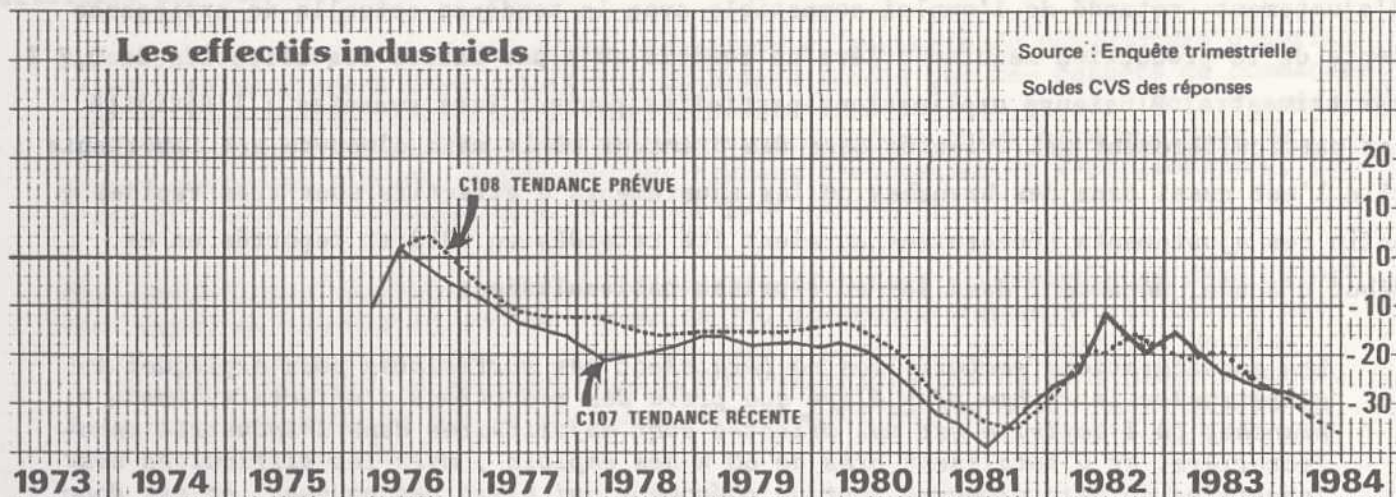
Effectifs (3) 31/12/83		1983		1984		Variations (milliers) (1)	
		I	II	I	II	1983	1984
6.4	INDUSTRIE	- 1.5	- 1.5	- 1.5	- 1.5	- 195	- 208
0.5	. I.A.A.	- 0.2	- 0.3	-	- 0.2	- 3	-
0.3	. Energie	0.2	- 0.2	- 0.6	- 0.3	-	- 3
1.4	. Biens intermédiaires ..	- 1.9	- 1.8	- 2.2	- 1.7	- 52	- 53
1.7	. Biens d'équipement (4) .	- 1.3	- 1.2	- 1.5	- 1.3	- 43	- 48
1.2	. Biens de consommation ..	- 1.2	- 1.7	- 1.8	- 1.7	- 36	- 42
1.3	. B.T.P.	- 2.3	- 2.1	- 2.8	- 1.9	- 61	- 62
7.2	TERTIAIRE MARCHAND	0.1	0.3	-	- 0.1	35	- 7
2.0	. Commerces	0.1	0.3	- 0.3	- 0.3	7	- 12
1.3	. Transports Télécom. ...	-	- 0.3	0.2	- 0.2	- 3	- 1
3.3	. Services marchands	-	0.6	-	-	21	2
0.6	. Banques assurances	1.3	0.4	0.5	-	10	4
13.6	TOTAL	- 0.6	- 0.5	- 0.8	- 0.8	- 160	- 215

(1) Variation entre le 31 décembre de l'année précédente et le 31 décembre.

(2) Variation relative entre le 31 décembre de l'année précédente et le 30 juin pour le premier semestre, entre le 30 juin et le 31 décembre pour le second.

(3) Millions (arrondis).

(4) Y compris matériel de transport terrestre.



Ces considérations peuvent expliquer des niveaux élevés de réductions d'effectifs au premier semestre, mais elles suggèrent qu'on retrouve en fin d'année des niveaux plus conformes à l'évolution de la production et à l'assainissement de la situation financière des entreprises. On a donc supposé dans cette note que le rythme de réductions d'effectifs dans l'industrie manufacturière s'infléchirait progressivement au second semestre (- 0,8 % et - 0,7 % aux troisième et quatrième trimestres, après - 0,9 % aux deux premiers). On n'a pas retenu une hypothèse plus pessimiste selon laquelle les réductions d'effectifs se poursuivraient durablement à un rythme très élevé, que l'on pourrait justifier soit par une modification tendancielle de la productivité, soit par un regain de pessimisme des entrepreneurs sur la croissance à moyen terme.

Avec les hypothèses retenues, les effectifs baisseraient de plus de 140 000 dans l'industrie manufacturière et seraient voisins de 4,1 millions en fin d'année. En dix ans ce sont donc un million d'emplois qui ont été supprimés dans ces secteurs (20 % des 5,1 millions d'emplois recensés fin 1974). Les baisses resteraient très fortes dans les industries de biens intermédiaires (- 3,9 %) et de biens de consommation (- 3,5 %). Elles se réduiraient pour les biens d'équipement (- 2,0 %), mais s'accroîtraient dans l'automobile (près de - 5 %). Pour l'ensemble de l'industrie (hors BTP) la baisse serait, en 1984, de l'ordre de 150 000 (- 3 %). Pour le BTP elle serait de nouveau très forte, supérieure à 60 000.

Dans le secteur des biens intermédiaires, très capitalistique, la reprise de la production n'empêchera pas une forte décroissance des effectifs. On part, en effet, de niveaux de production très dégradés, avec des marges de capacité importantes. Par ailleurs, d'importants investissements de modernisation sont en cours de réalisation dans ce secteur. Ils ne devraient guère servir à augmenter les capacités car les perspectives à moyen terme restent moroses, en particulier pour l'acier. Mais en revanche ils permettront d'abaisser les coûts et de réduire la main-d'oeuvre employée.

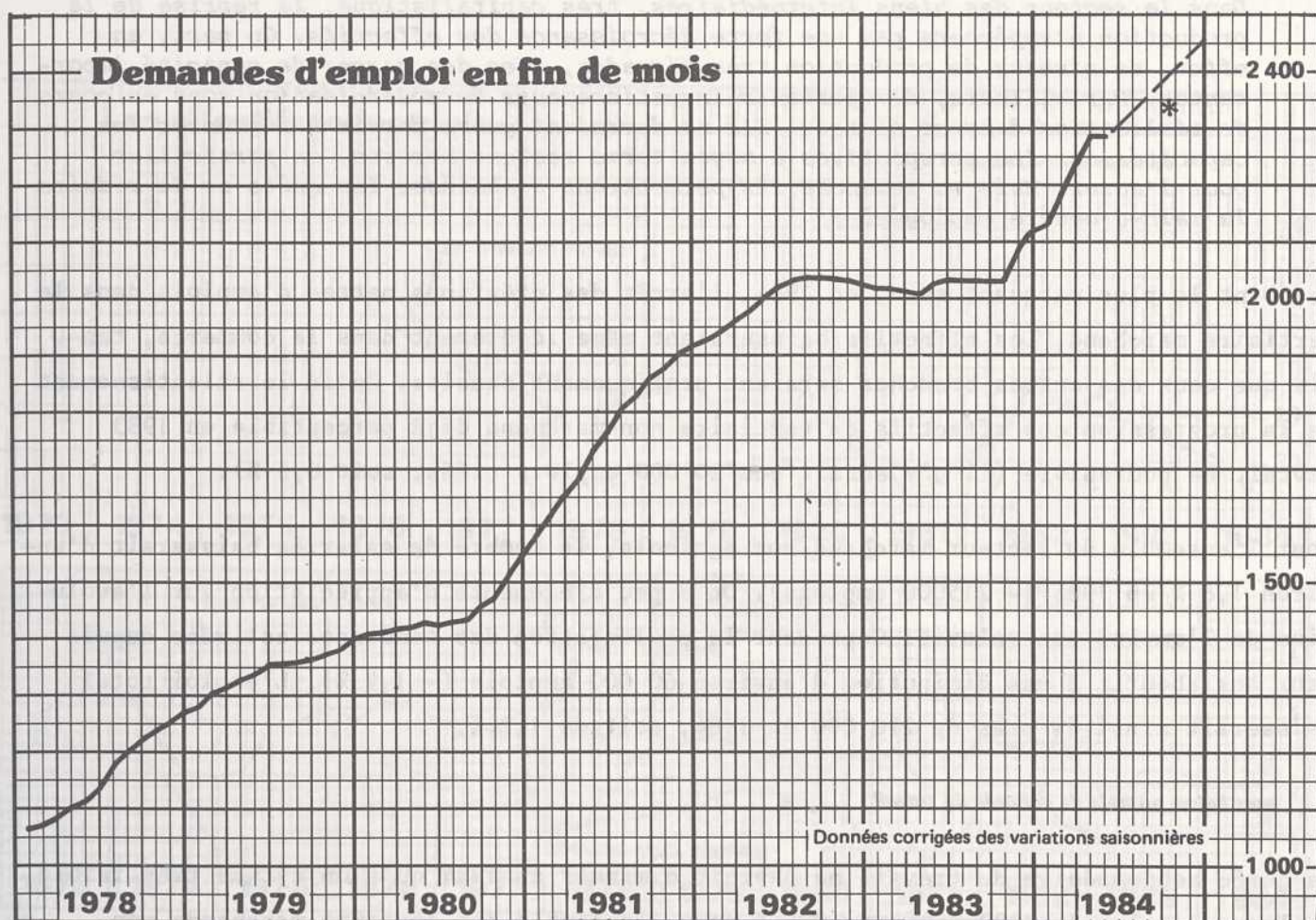
Le point le plus marquant sera, en 1984, l'arrêt des créations nettes d'emplois dans le tertiaire marchand. Les effectifs baisseraient même légèrement dans le commerce, tandis que ceux des autres branches seraient pratiquement stables. Enfin le ralentissement de la progression des effectifs du tertiaire non marchand déjà perceptible en 1983 devrait se poursuivre (il n'y aurait que 20 000 emplois créés, soit 0,5 %).

Pour l'ensemble du secteur marchand non agricole, le nombre de salariés baisserait d'environ 1,6 % en 1984 (- 215 000 emplois). On a peu d'éléments d'appréciation sur l'évolution de l'emploi non salarié. Cependant la prolongation des tendances estimées depuis deux ans aboutit à une diminution d'environ 60 000 emplois (- 1,9 %). L'emploi total baisserait ainsi de près de 270 000 en 1984, soit de 1,2 %.

3... sans baisse notable de la durée du travail...

La durée hebdomadaire du travail ne devrait diminuer en 1984 qu'à un rythme très faible, analogue à celui de 1983, soit de 0,4 % dans l'ensemble des secteurs marchands non

Demandes d'emploi en fin de mois



agricoles. On retrouve là le rythme tendanciel observé au début des années 1980, avant la réduction d'une heure de la durée légale de 1982. Comme en 1983, la diminution pourrait être légèrement plus importante dans l'industrie du fait du chômage partiel.

4... aussi la dégradation du marché du travail se poursuit-elle à un rythme élevé.

Les demandes d'emplois en fin de mois se sont stabilisées en mai, après les très fortes hausses enregistrées de février à avril (plus de 50000 par mois). Ce résultat contrasté peut être dû à des aléas statistiques, ce qui rend très difficile l'appréciation d'un rythme tendanciel sur les derniers mois. Une caractéristique demeure cependant dans l'évolution des DEFM, c'est la progression continue de la part des hommes de 25 à 49 ans, signe d'une conjoncture dégradée, ainsi que, depuis l'automne 1983, de celle des hommes de moins de 25 ans.

D'après les données détaillées sur le marché du travail à la fin du mois de mai, le flux des sorties de l'ANPE au cours de ce mois paraît très élevé. Il était au contraire anormalement bas au cours des trois mois précédents, du fait du faible nombre de radiations, pour absence au contrôle ou non-réponse à convocation en février et en avril, suite à inventaire en mars.

De janvier à mai 1984, outre la progression observée de 177 000 des DEFM, chacun des autres indicateurs du marché du travail décrit une situation extrêmement dégradée : le stock des offres en fin de mois à l'ANPE ne cesse de diminuer atteignant chaque mois des niveaux historiquement bas (43.500 fin mai), tandis que les flux d'offres enregistrées au cours du mois se sont stabilisées à leur niveau le plus bas (aux environs de 30.000 par mois) ; les licenciements économiques qui avaient progressé tout au long de l'année 1983 pour atteindre en fin d'année les niveaux très élevés du début 1981 (aux environs de 33 000 par mois) ont continué de croître début 1984 (35 000 à 38 000 par mois) ; enfin, le chômage partiel qui semblait diminuer depuis la fin 1983 est revenu progressivement à partir de février 1984 à des niveaux très élevés. Ainsi, tous ces indicateurs ont atteint des valeurs extrêmes et ne devraient pas beaucoup s'en écarter d'ici la fin 1984 dans la mesure où les prévisions d'emploi ne permettent pas d'envisager d'amélioration de la situation du marché du travail.

La prévision de l'évolution des demandes d'emplois jusqu'à la fin de l'année 1984 est fragile. D'abord parce que rien ne permet d'assurer que les forts aléas mensuels qui affectent cet indicateur puissent se compenser totalement entre les différents mois de l'année. Ensuite parce que la relation habituelle liant les demandes aux prévisions d'emploi et à la variation des ressources en main-d'oeuvre, outre son imprécision (écart-type de l'ordre de 100 000), repose sur des hypothèses tendanciellles d'évolution des ressources en main-d'oeuvre en 1984 qui doivent être corrigées pour tenir compte des sorties anticipées d'activité intervenues en 1982 et 1983 (contrats de solidarité, convention de la sidérurgie, conventions FNE, possibilité de retraite à 60 ans). La progression des demandes d'emplois fournie par la relation, une fois ces corrections

prises en compte, serait en 1984 d'environ 320 000. Ce chiffre est nettement inférieur à celui qui résulterait de la prolongation mécanique du rythme de croissance moyen observé au cours des six derniers mois, qui conduirait à une progression de près de 400 000.

Si on suit la relation, il faut que la progression des demandes d'emplois soit de l'ordre de 20 000 par mois (en moyenne) pendant les sept derniers mois de l'année pour compenser les surplus observés en février-mars-avril. On obtient une hypothèse moyenne en ne compensant pas les aléas enregistrés jusqu'à la fin mai (y compris le faible chiffre de mai) : la progression serait de 27 000 par mois pour les sept derniers mois, ce qui conduirait à 360 000 demandeurs d'emplois de plus pour l'année.

Cependant on ne peut exclure que la relation retrace mal l'évolution des demandes d'emplois en 1984, comme cela avait été le cas en 1981 où on se trouvait dans un contexte analogue de fortes réductions d'emplois dans l'industrie manufacturière. On observerait ainsi une plus forte augmentation du chômage que celle projetée, soit par effet de compensation après une année où l'évolution a été "anormalement" faible (d'après la relation), soit que des modifications structurelles du marché du travail se soient produites, amenant le niveau du chômage à un palier plus élevé. C'est dans cette hypothèse forte qu'on obtiendrait une progression de près de 400 000 pour l'année.

Les demandes d'emploi en fin de mois recensées fin décembre 1983 étaient de 2 120 000 (en données corrigées des variations saisonnières). Il paraît raisonnable de penser qu'elles approcheront 2 500 000 à la fin de l'année 1984.

VI. LES PRIX ET LES RÉSULTATS DES ENTREPRISES

1 Le ralentissement des coûts de production, plus marqué que celui des prix ...

Le ralentissement des coûts de production, interrompu au second semestre 1983, reprend en début d'année. En glissement annuel la décélération est de l'ordre de 2,5 % pour l'année ; fin 1984 la hausse des coûts se stabilise à un niveau bas, d'environ 0,3 % par mois.

Le découpage semestriel met bien en évidence les facteurs contribuant à ce ralentissement. Il s'interrompt au second semestre 1983, sous l'effet de la vive hausse des cours des matières premières importées (autres que l'énergie). Début 1984 cette hausse se ralentit, mais les prix à l'importation continuent de croître à cause d'une nouvelle poussée du dollar. Le coût des consommations intermédiaires continue de progresser à un rythme élevé, mais la très forte décélération du coût salarial (qui au premier semestre progresse à un rythme mensuel moyen de 0,2 %) permet celle du coût total. Au second semestre les effets s'inversent : avec les hypothèses retenues de stabilisation des cours des matières premières, en devises, et de baisse du dollar, les coûts importés deviennent faibles et le coût des consommations intermédiaires ralentit fortement. Ceci permet un nouveau ralentissement du coût total, malgré une hausse un peu plus forte qu'au semestre précédent du coût salarial.

En moyenne comme en glissement annuel, la hausse de la productivité de l'ensemble des entreprises non financières s'améliore de 1 % par rapport à 1983 et se situe à un assez bon niveau ; ceci provient plus de l'accélération des réductions d'effectifs que de la croissance de la production, qui reste assez moyenne. La plus forte hausse du coût salarial au second qu'au premier semestre ne provient que d'un effet de correction des variations saisonnières sur le mouvement des cotisations sociales.

Le ralentissement des coûts est encore plus sensible dans l'industrie manufacturière, car les gains de productivité y sont sensiblement plus élevés (comme en 1983 ils se maintiennent à un rythme proche de 5 % l'an). En outre la structure des consommations intermédiaires rend les branches industrielles plus sensibles à la décélération du prix des consommations intermédiaires importées attendue au second semestre.

La décélération des prix de production devrait être moins prononcée que celle des coûts, et sensible surtout au second semestre. En rythme mensuel, la hausse des prix de production serait d'environ 0,6 % au premier semestre, et tomberait au-dessous de 0,5 % au second. La hausse en glissement serait d'environ 6 % en 1984. Au total la baisse des coûts d'exploitation sera assez forte pour permettre à la fois la décélé-

ration des prix, mais aussi l'augmentation des marges puisque l'écart entre les prix de production et les coûts se creuse de 1 % sur l'année (et plus encore dans l'industrie manufacturière).

Prix et coût de production des entreprises non financières

Taux de croissance semestriel

	1983				1984			
	I	II	GA	MA	I	II	GA	MA
Prix de production	4,5	4,2	8,7	8,7	3,6	2,7	6,3	7,2
Coût unitaire total	3,5	4,1	7,6	8,1	3,1	2,1	5,2	6,3
consom. intermédiaires	3,3	3,8	7,1	7,4	4,0	1,8	5,8	6,9
coût salarial	4,1	4,3	8,4	8,9	1,2	2,2	3,4	4,4
Salaire horaire	5,6	4,8	10,4	10,7	3,4	3,3	6,7	7,6
Productivité	1,3	1,4	2,7	2,4	1,7	1,7	3,4	3,3

Prix et coût de production dans l'industrie manufacturière

Taux de croissance semestriel

	1983				1984			
	I	II	GA	MA	I	II	GA	MA
Prix de production	4,3	3,7	8,0	7,9	3,2	3,0	6,1	6,6
Coût des consommations intermédiaires	3,7	4,0	7,7	7,9	3,4	2,6	6,4	6,9
Coût salarial	2,9	2,3	6,0	6,0	1,2	0,8	1,4	2,7
productivité	2,9	2,5	4,7	4,7	2,4	2,6	5,3	5,0

Les enquêtes de conjoncture étayent cette analyse. L'enquête de mai sur la situation de trésorerie dans l'industrie montre que la hausse des charges d'exploitation est nettement moins ressentie par les chefs d'entreprise qu'à l'enquête de décembre 1983 grâce à la baisse des coûts salariaux. Par contre, la rigidité des prix de vente est toujours signalée comme un facteur important de dégradation de la trésorerie, malgré l'assouplissement progressif de la réglementation sur les prix industriels. Les réponses sectorielles sont toutefois plus conformes à cet assouplissement, qui se produit à partir des secteurs en amont de la production. Ainsi ce facteur de dégradation est moins cité qu'en décembre dans les biens intermédiaires ; en revanche, il reste aussi important dans les biens de consommation et l'automobile.

Les tensions qui persistent sur les prix de production se retrouvent dans les perspectives de prix des chefs d'entreprises interrogés dans les enquêtes mensuelles du printemps : ces perspectives sont plus modérées qu'en début d'année, mais elles restent encore relativement élevées, de l'ordre de 0,6 à 0,7 % par mois. Les réponses quantitatives à l'enquête trimestrielle de juin quant aux perspectives pour le trimestre à venir vont dans le même sens : ces perspectives ne se ralentissent nettement que pour l'automobile, dont les prix sont relevés au 1er juillet ; elles restent élevées pour les biens de consommation. Toutefois pour ces derniers les réponses quantitatives quant à l'évolution des prix au cours du deuxième trimestre sont nettement plus fai-

bles : il semblerait donc qu'au cours de cette période les chefs d'entreprises produisant ces biens aient été forcés de moins relever leurs prix qu'ils ne le souhaitent et qu'ils ne souhaitent encore le faire pour les mois qui viennent, soit qu'ils y aient été contraints par la réglementation, soit qu'ils aient subi la pression d'une faible demande.

Suivant ces perspectives l'écart entre les évolutions des coûts et des prix de production devrait se poursuivre au second semestre. Peu satisfaits de leurs résultats d'exploitation au premier semestre d'après l'enquête de trésorerie, les chefs d'entreprises devraient essayer de reconstituer des marges bénéficiaires importantes.

2... permet un fort redressement des résultats des entreprises...

Le maintien d'une certaine croissance et surtout la reconstitution des marges bénéficiaires conduisent à une amélioration très sensible de l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) de l'ensemble des sociétés quasi-sociétés et des entrepreneurs individuels : avec une valeur ajoutée qui croîtrait de 10 % contre 6 % seulement pour les charges, la part de l'EBE dans la valeur ajoutée passerait de 38 % en 1983 à 40 % fin 1984, retrouvant en fin d'année des niveaux qui n'avaient pas été observés depuis le premier choc pétrolier. L'amélioration est aussi forte en montant : l'EBE augmente en 1984 de plus de 130 milliards de francs (après une augmentation de plus de 100 milliards en 1983). Le redressement se transmet à l'épargne des entreprises, malgré le poids toujours élevé des frais financiers. Pour l'ensemble des sociétés, quasi-sociétés et entrepreneurs individuels, le taux d'épargne (rapport de l'épargne à la valeur ajoutée) passerait ainsi de 10 % en 1983 à 13 % en 1984. De même, le taux d'autofinancement augmenterait très fortement en dépit de la reprise des investissements.

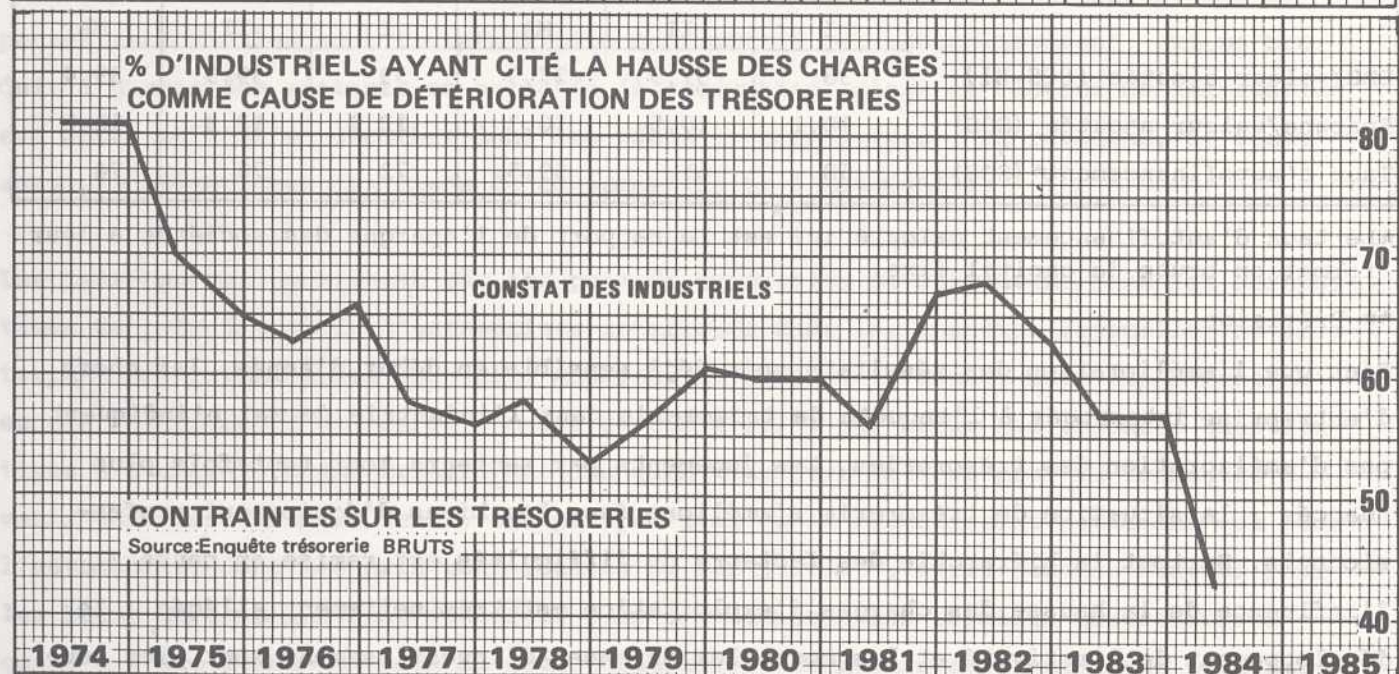
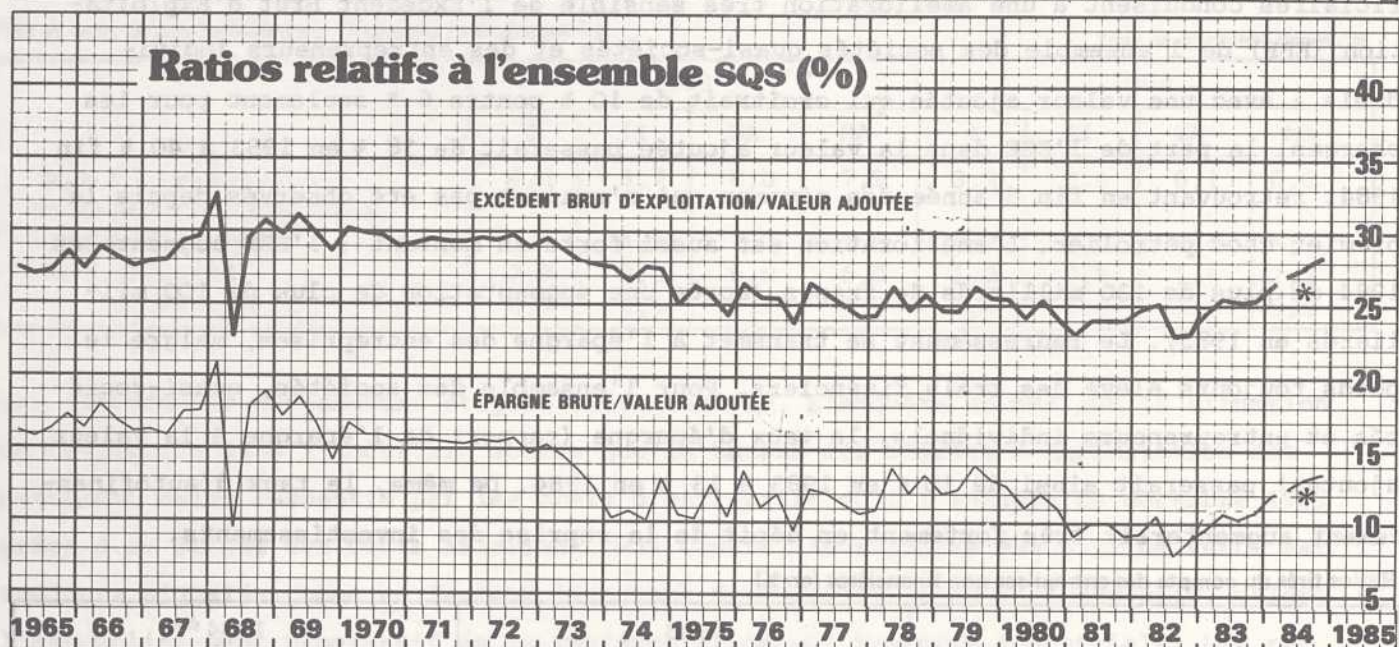
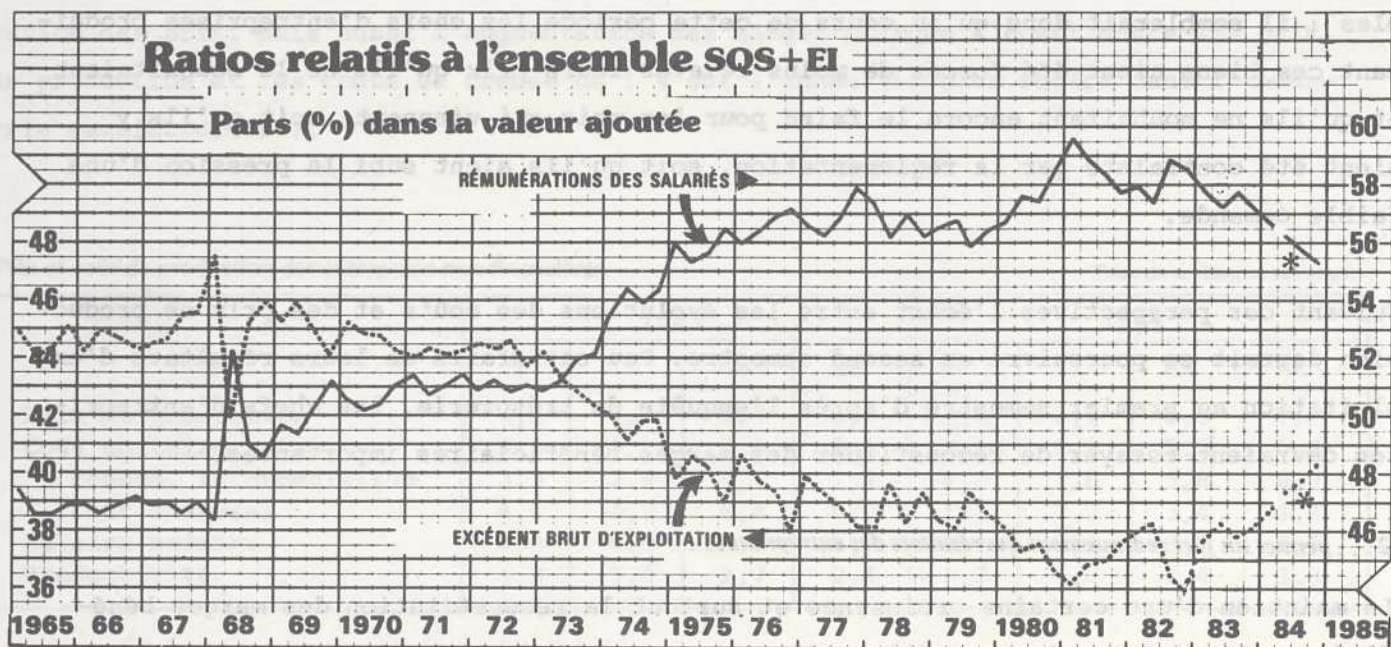
Ratio tiré du compte des entreprises non financières (en %)

	1983			1984 **		
	I	II	MA	I	II	MA
EBE/valeur ajoutée (SQS-EI)	38	37,9	37,9	39	39,9	39,4
Epargne/valeur ajoutée (SQS)	10,1	10,5	10,3	12,2	13,3	12,8
Taux d'autofinancement* (SQS)	58	61	59,5	72	76	74

*Le taux d'autofinancement calculé ici est le rapport de l'épargne des sociétés à leur formation brute de capital fixe.

** Prévision

Bien que l'amélioration des résultats soit déjà sensible en début d'année, les chefs d'entreprise interrogés à l'enquête de trésorerie dans l'industrie de mai n'indiquent pas d'amélioration des trésoreries. Les jugements par secteurs sont toutefois plus nuancés : la situation de trésorerie s'améliore dans les biens d'équipement professionnels. Surtout la hiérarchie des facteurs de difficultés est remise en cause : l'influence de la hausse des charges d'exploitation est très nettement allégée ; le développement de l'activité et les nouvelles dépenses d'investissement sont plus sou-



vent cités, notamment dans les secteurs des biens intermédiaires et des biens d'équipement.

Il faut noter que l'amélioration relevée concerne des résultats bruts ; elle pourrait être moins marquée si l'on tenait compte des amortissements. Plus difficile à apprécier est l'impact de la désinflation sur les bilans des entreprises, qui se manifeste par des plus et moins-values (par exemple la moindre dévalorisation de l'endettement lorsque l'inflation est plus faible). L'amélioration des résultats bruts des entreprises paraît cependant d'une ampleur suffisante pour se transmettre aux résultats nets même corrigés des effets de plus et moins-values. Par contre, si l'amélioration des comptes d'exploitation des entreprises est bien assurée, celle des bilans ne fait que commencer : l'allègement de l'endettement, le rétablissement des fonds-propres demanderont la poursuite de bons résultats d'exploitation pendant plusieurs années.

Les rares indicateurs monétaires disponibles fournissent des éléments d'appréciation contradictoires quant aux réticences émises par les entreprises sur l'évolution de leurs situations de trésorerie. Si la stagnation des liquidités détenues par les entreprises paraît en bon accord avec les opinions défavorables, la poursuite du rapide développement des fonds de court terme (Fonds commun de Placement et SICAV de trésorerie) sur lesquels les entreprises placent de plus en plus fréquemment leurs disponibilités va en sens inverse (malgré leur caractère très liquide, ces fonds ne sont pas, pour des raisons administratives, considérés comme des liquidités) ; il est cependant difficile de connaître les parts respectives des entreprises et des ménages dans le développement de ces fonds.

Du côté des crédits le déplacement de la demande des entreprises, initialement orientée vers le financement de dépenses d'exploitation, vers des crédits d'équipement et tout particulièrement vers les concours à taux privilégiés consentis sur ressources CODEVI n'est pas concluant. Il traduit plutôt l'opportunité saisie par les entreprises de bénéficier de ressources moins chères. La réticence à s'endetter sous forme de financements classiques qu'elles manifestent dès avril (alors que les enveloppes de prêts bonifiés étaient déjà presque intégralement consommées) tendrait à le prouver.

3... tandis que le ralentissement des prix de détail se poursuit.

L'évolution récente des prix de détail confirme le ralentissement attendu. Les prévisions formulées dans la note de d'avril ne doivent pas être remises en cause. Quelques changements marginaux, jouant soit à la baisse, soit à la hausse se compensent dans l'évolution de l'indice d'ensemble. Ainsi, la décélération des prix alimentaires serait encore plus forte que prévue précédemment ; en revanche, les tarifs des produits pétroliers et les prix des produits industriels seront révisés en hausse à la suite de la revalorisation du dollar. En outre, à cause de retards dans la conclusion des accords, des augmentations autorisées ont été reportées, notamment dans le secteur des services ; un certain nombre de hausses affectant habituellement le premier trimestre ont été différées aux mois de mai et juin (hôtels, cafés par exemple).

La transmission des prix en 1984

L'élément caractéristique de la désinflation actuelle est que le ralentissement des prix des produits industriels accompagne plus qu'il ne l'entraîne le ralentissement général des prix. La prévision retenue pour 1984 reprend ce mouvement déjà constaté en 1983. Elle repose sur des informations disponibles aux deux bouts de la chaîne des prix. En amont les enquêtes mensuelles dans l'industrie font état de perspectives de prix à la production qui ne ralentissent que lentement. En aval au niveau des prix de détail, on se fonde sur les hausses de prix autorisées dans le cadre des accords de régulation.

Le ralentissement moins rapide des prix que des coûts de production permet une forte progression des résultats des entreprises. Suivant les enquêtes dans l'industrie, le scénario retenu pour cette note la situe plutôt en amont, chez les entreprises industrielles dont les prix de production sont relativement soutenus. Si toutefois une décélération plus forte que prévue des prix de production était observée, à prix de détail inchangés, la progression d'ensemble des résultats des entreprises ne serait pas remise en cause, mais elle serait mieux répartie entre les entreprises industrielles et celles du commerce. Dans ce cas, les tensions subsistant sur les prix de détail à la fin de l'année seraient allégées d'autant. Ce n'est que dans le cas où un ralentissement plus fort que prévu des prix de production entraînerait aussi un ralentissement supplémentaire des prix de détail que la progression des résultats des entreprises en amont serait moins forte. Les tensions qui subsistent sur les trésoreries des secteurs des biens de consommation et sur celles des entreprises du commerce ne vont toutefois pas dans ce sens, encore que la faiblesse de la demande pourrait intensifier la concurrence et jouer à la baisse des prix.

La lenteur du ralentissement des prix de production n'est pas conforme aux équations qui permettent habituellement d'expliquer la formation des prix de production.

En effet avec l'évolution habituelle des marges et la forte décélération des coûts de production, les prix de production industriels devraient connaître une décélération plus rapide d'environ 1 % pour l'année, perceptible dès le deuxième trimestre. Par contre, compte tenu de cette forte progression des prix industriels, les prix de production des services et la formation des prix de détail suivent leurs déterminants habituels. Ce résultat ne serait plus vrai si la reconstitution des marges industrielles faiblissait : le maintien des prix des services et de détail au même niveau impliquerait corrélativement une reconstitution inhabituelle des marges des services et des commerces. Dans le cas où, l'évolution du taux de salaire restant fixée suivant le calendrier décrit précédemment, tous les prix (industriels, des services et de détail) évolueraient en 1984 comme l'impliquent leurs déterminants habituels, la désinflation des prix de détail obtenue en fin d'année serait plus marquée d'environ 1 % par rapport à la prévision retenue dans cette note ; la modération des prix industriels aurait en effet un puissant effet d'entraînement, notamment par la baisse des coûts intermédiaires qu'elle permettrait.

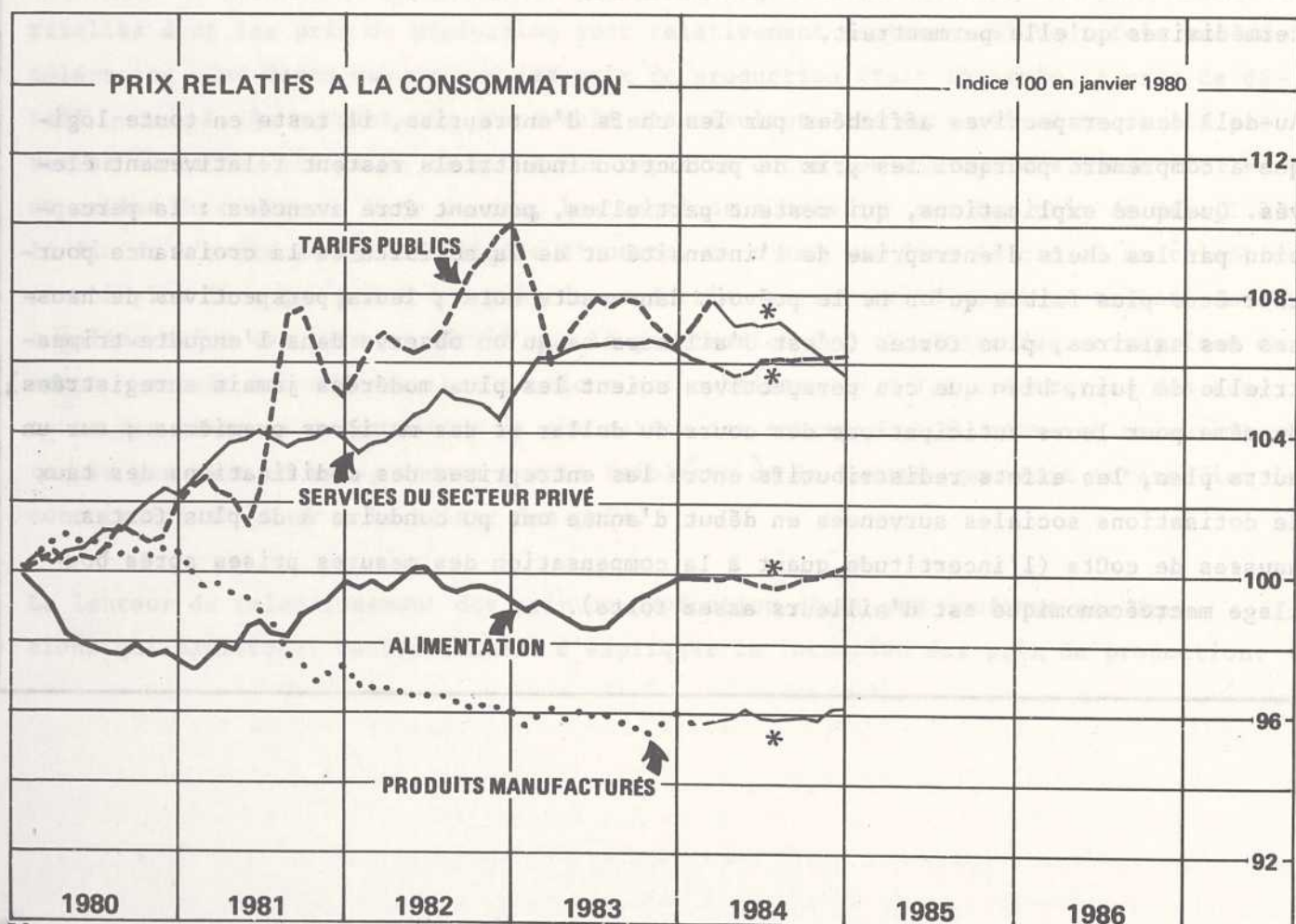
Au-delà des perspectives affichées par les chefs d'entreprise, il reste en toute logique à comprendre pourquoi les prix de production industriels restent relativement élevés. Quelques explications, qui restent partielles, peuvent être avancées : la perception par les chefs d'entreprise de l'intensité et de la solidité de la croissance pourrait être plus faible qu'on ne le prévoit dans cette note ; leurs perspectives de hausses des salaires, plus fortes (c'est d'ailleurs ce qu'on observe dans l'enquête trimestrielle de juin, bien que ces perspectives soient les plus modérées jamais enregistrées), de même pour leurs anticipations des cours du dollar et des matières premières ; sur un autre plan, les effets redistributifs entre les entreprises des modifications des taux de cotisations sociales survenues en début d'année ont pu conduire à de plus fortes hausses de coûts (l'incertitude quant à la compensation des mesures prises après bouclage macroéconomique est d'ailleurs assez forte).

	1982	1983			1984		
	GA ⁽¹⁾	I	II .	GA ⁽¹⁾	I *	II *	GA ^{*(1)}
Alimentation	9,2	4,2	5,6	10,1	3,4	3,2	6,7
Produits industriels secteur privé .	8,2	5,3	3,7	9,2	3,7	3,1	6,9
Services du secteur privé	10,9	6,7	3,7	10,6	3,4	2,8	6,3
Tarifs publics (y.c. énergie)	14,8	3,1	2,4	5,6	4,4	1,3	5,8
Loyers-eau	8,1	6,3	4,0	10,5	3,8	3,7	7,6
Santé	5,0	9,5	0	9,5	1,8	2,0	3,8
Ensemble	9,7	5,3	3,8	9,3	3,7	2,7	6,5

* Prévisions

(1) glissement sur 12 mois, de décembre à décembre.

(2) glissement sur 6 mois de décembre à juin ou de juin à décembre.



La décélération du rythme d'inflation est désormais bien engagée. Au cours des douze derniers mois, le taux de hausse des prix atteint 7,8 % au lieu de 10,4 % en octobre dernier. La décélération est encore plus marquée sur la période des six derniers mois : 7,3 % en terme annuel. Elle devrait s'accélérer au second semestre : l'indice d'ensemble des prix de détail augmentera d'environ 2,7 %, ce qui conduit à une hausse pour l'année de 6,5 %.

Tous les secteurs bénéficient de cet infléchissement de tendance. A l'exception des tarifs publics, les prix de tous les grands groupes de produits (alimentaires, manufacturés, services privés et loyers) évoluent à des rythmes voisins au premier semestre ; le parallélisme se maintiendra au second, avec toutefois un ralentissement plus prononcé pour les produits industriels. Surtout les tarifs publics ont connu la plus grande partie de leurs hausses au premier semestre et enregistreront en définitive une évolution annuelle légèrement inférieure à celle de l'indice d'ensemble. Ce parallélisme implique une stabilité inhabituelle des prix relatifs.

La décélération la plus nette concerne les prix des services privés ; la hausse depuis un an a été limitée à 7,1 % soit une réduction de plus de moitié du rythme observé au premier semestre 1982, immédiatement avant le blocage des prix. La baisse du prix relatif des services sur une aussi longue période est un phénomène inhabituel et contraste fortement avec la vive hausse de début 1983. Elle doit être attribuée en partie au manque de dynamisme de la demande de services, mais surtout à une réglementation très stricte qu'appuient de nombreux contrôles : hausses autorisées de l'ordre de 4 à 5 % (comme dans l'industrie), parfois encore plus faibles lorsque des dépassements de la norme ont été observés en 1983 ; quasi-blocage pour les prestataires de services ayant signé tardivement les accords de régulation. Les mois de juin et juillet connaîtraient les plus vives augmentations, avec des hausses dans les hôtels-cafés-restaurants et l'application de la seconde étape prévue par les accords.

Les honoraires des médecins n'ont été revalorisés qu'à la mi-mai, faute d'accord avec les caisses-maladie ; les tarifs des autres services médicaux pourraient augmenter le 1er juillet. La hausse des loyers, bien que généralement limitée à 80 % de l'évolution de l'indice du coût de la construction, reste forte, de l'ordre de 7,5 % pour l'année (dont 3,6 % sont acquis dès avril).

Les prix alimentaires bénéficient depuis six mois d'une bonne conjoncture agricole. La tendance récente est une hausse de l'ordre de 8 % l'an. Ils sont entraînés par la très forte hausse des produits exotiques - de près de 30 % l'an au cours de cette même période. Les prix des produits peu transformés n'ont augmenté que de 2,6 % sur les cinq premiers mois de l'année, bien que certains fruits et légumes aient subi des hausses sensibles. Les prix des autres produits des industries agricoles et alimentaires ont eu de février à avril une phase d'accélération liée au calendrier des engagements de lutte contre l'inflation. Le ralentissement des prix alimentaires s'atténuera au

second semestre. La décélération du rythme d'inflation est désormais bien engagée. Au premier semestre, le taux de hausse des prix atteint 7,6 % l'an contre 11 % au second.

Les augmentations de tarifs publics ont été concentrées en début d'année. Mais quelques hausses restent programmées pour les mois d'été (postes, RATP, gaz de ville). Pour les produits pétroliers, la remontée observée du dollar se traduit par une légère hausse des prix à la fin du deuxième trimestre, mais inversement les hypothèses retenues sur l'évolution du dollar conduiront à une baisse à partir du mois d'août. Au total les tarifs publics croîtraient de 5,8 % sur l'année, dont 3,7 % pour les tarifs énergétiques.

C'est pour les produits manufacturés que la décélération est la moins nette : de décembre 1983 à mai 1984 le rythme de hausse est de 7,6 % l'an contre 11 % pour la même période un an auparavant, mais on enregistrait alors de forts rattrapages autorisés après la période de blocage des prix. Le prix relatif des produits manufacturés est quasiment stabilisé depuis la fin 1982. Contrairement à la baisse tendancielle observée jusqu'en 1976, ce n'est plus, depuis, qu'en 1981 que les prix des produits manufacturés ont joué nettement un rôle modérateur dans le développement de l'inflation. La décélération de l'inflation. Dans l'ensemble, l'évolution de ces prix suit celle des prix de production. Au premier semestre, des écarts proviennent de la forte croissance des prix des produits manufacturés importés, dont la proportion est forte dans certains secteurs. Au second, le ralentissement se poursuivra, d'autant que la faiblesse de la consommation de produits industriels exercera des pressions en ce sens. Cette évolution semble en accord avec les perspectives des détaillants à l'enquête de mai, qui prévoient un fort ralentissement des prix après des perspectives élevées au premier trimestre, malgré des situations de trésorerie très dégradées depuis la fin de 1983.